Canada's Nuclear Regulator

L'organisme de réglementation nucléaire du Canada

Annual Report on the *Access to Information Act* 2014–15

Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2014-2015

Canadian Nuclear Safety Commission

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Canada

Annual Report on the *Access to Information Act* 2014–15

© Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC) 2015
PWGSC catalogue number CC171-7-PDF
ISSN 1926-2469

Extracts from this document may be reproduced for individual use without permission provided the source is fully acknowledged. However, reproduction in whole or in part for purposes of resale or redistribution requires prior written permission from the Canadian Nuclear Safety Commission.

Document availability

This document can be viewed on the CNSC website at nuclearsafety.gc.ca. To request a copy of the document in English or French, please contact:

Canadian Nuclear Safety Commission
280 Slater Street
P.O. Box 1046, Station B
Ottawa, Ontario K1P 5S9
CANADA

Tel.: 613-995-5894 or 1-800-668-5284 (in Canada only)
Facsimile: 613-995-5086
Email: info@cnsc-ccsn.gc.ca
Website: nuclearsafety.gc.ca
Facebook: facebook.com/CanadianNuclearSafetyComission
YouTube: youtube.com/cnscccsn
Twitter: @CNSC_CCSN

Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2014-2015

© Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) 2015
Numéro de catalogue de CC171-7-PDF
ISSN 1926-2469

La reproduction d'extraits du présent document à des fins personnelles est autorisée à condition que la source soit indiquée en entier. Toutefois, sa reproduction en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention préalable d'une autorisation écrite de la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

Disponibilité du document

Les personnes intéressées peuvent consulter le document sur le site Web de la CCSN à suretenucleaire.gc.ca ou l'obtenir, en français ou en anglais, en communiquant avec la :

Commission canadienne de sûreté nucléaire
280, rue Slater
C.P. 1046, Succursale B
Ottawa (Ontario) K1P 5S9
CANADA

Téléphone : 613-995-5894 ou 1-800-668-5284 (Canada seulement)
Télécopieur : 613-995-5086
Courriel : info@cnsc-ccsn.gc.ca
Site Web : suretenucleaire.gc.ca
Facebook : facebook.com/Commissioncanadiennedesuretenucleaire
YouTube : youtube.com/cnscccsn
Twitter: @CCSN_CNSC

Annual Report on the *Access to Information Act* 2014–15

GENERAL

The Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC) regulates the use of nuclear energy and materials to protect health, safety, security and the environment, and to implement Canada's international commitments on the peaceful use of nuclear energy; and to disseminate objective scientific, technical and regulatory information to the public.

The CNSC's mandate, derived from the *Nuclear Safety and Control Act*, involves four major areas:

- regulation of the development, production and use of nuclear energy in Canada to protect health, safety and the environment
- regulation of the production, possession, use and transport of nuclear substances, and the production, possession and use of prescribed equipment and prescribed information
- implementation of measures respecting international control of the development, production, transport and use of nuclear energy

Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2014-2015

GÉNÉRALITÉS

La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) réglemente l'utilisation de l'énergie et des matières nucléaires afin de préserver la santé, la sûreté et la sécurité des Canadiens, de protéger l'environnement, de respecter les engagements internationaux du Canada à l'égard de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et d'informer objectivement le public sur les plans scientifique ou technique ou en ce qui concerne la réglementation du domaine de l'énergie nucléaire.

Aux termes de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*, le mandat de la CCSN comprend quatre grands domaines :

- réglementer le développement, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada pour préserver la santé, la sûreté et la sécurité et protéger l'environnement
- réglementer la production, la possession, l'utilisation et le transport des substances nucléaires ainsi que la production, la possession et l'utilisation de l'équipement et des renseignements réglementés
- mettre en œuvre les mesures de contrôle international du développement, de la production,

and substances, including measures respecting the non-proliferation of nuclear weapons and nuclear explosive devices
- dissemination of scientific, technical and regulatory information concerning the CNSC's activities, and the effects on the environment and the health and safety of persons, of the development, production, possession, transport and use of nuclear substances

The CNSC also administers the *Nuclear Liability Act*, conducts environmental assessments under the *Canadian Environmental Assessment Act, 2012*, and implements Canada's bilateral agreement with the International Atomic Energy Agency (IAEA) on nuclear safeguards verification.

du transport et de l'utilisation de l'énergie et des substances nucléaires, y compris les mesures de non-prolifération des armes nucléaires et des dispositifs nucléaires explosifs
- informer le public – aux plans scientifique, technique ou réglementaire – des activités de la CCSN et des conséquences, pour la santé et la sécurité des personnes et pour l'environnement, du développement, de la production, de la possession, du transport et de l'utilisation des substances nucléaires

La CCSN est également responsable de l'application de la *Loi sur la responsabilité nucléaire*, de l'exécution des évaluations environnementales en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementales, 2012*, et de la mise en œuvre de l'entente bilatérale du Canada avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à l'égard de la vérification des garanties nucléaires.

PURPOSE OF THE *ACCESS TO INFORMATION ACT*

The purpose of the *Access to Information Act* (AIA) is to extend the laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of a government institution, in accordance with the principles stating that government information should be available to the public, that necessary exceptions to the right of access should be limited and specific, and that decisions on the disclosure of government information should be reviewed independently of government.

BUT DE LA *LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION*

La *Loi sur l'accès à l'information* a pour objet d'élargir les lois du Canada en donnant un droit d'accès à l'information des documents sous le contrôle d'une institution gouvernementale, conformément aux principes donnant droit au public aux communications gouvernementales, les exceptions indispensables à ce droit étant précises et limitées, et les décisions quant à la communication de renseignements gouvernementaux étant susceptibles d'examens ou de recours indépendants.

TABLING OF THE ANNUAL REPORT

This annual report is prepared and is tabled in Parliament in accordance with section 72 of the AIA.

1. Statistical report

I. Requests received under the *Access to Information Act*

In 2014–15, the CNSC received 139 requests under the AIA (31 more requests than the previous reporting period).

The CNSC also processed 24 informal requests during the reporting period. Three of these were internal requests for a review before documents were released informally on the external website or by other means. A total of 15 informal requests were for previously released AIA packages identified on the "Proactive Disclosure" page of the CNSC website. The remaining six requests were for records requested under the AIA, but that were found to already be in the public domain and therefore simply provided to the requesters.

For requests closed during the reporting period, the CNSC processed a total of 54,137 pages and disclosed 15,498 pages to requesters. This represents a 15-percent decrease in the number of pages processed in fiscal year 2013–14.

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL

Le présent rapport annuel est préparé et est déposé devant le Parlement conformément à l'article 72 de la *Loi sur l'accès à l'information.*

1. Rapport statistique

I. Demandes reçues en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

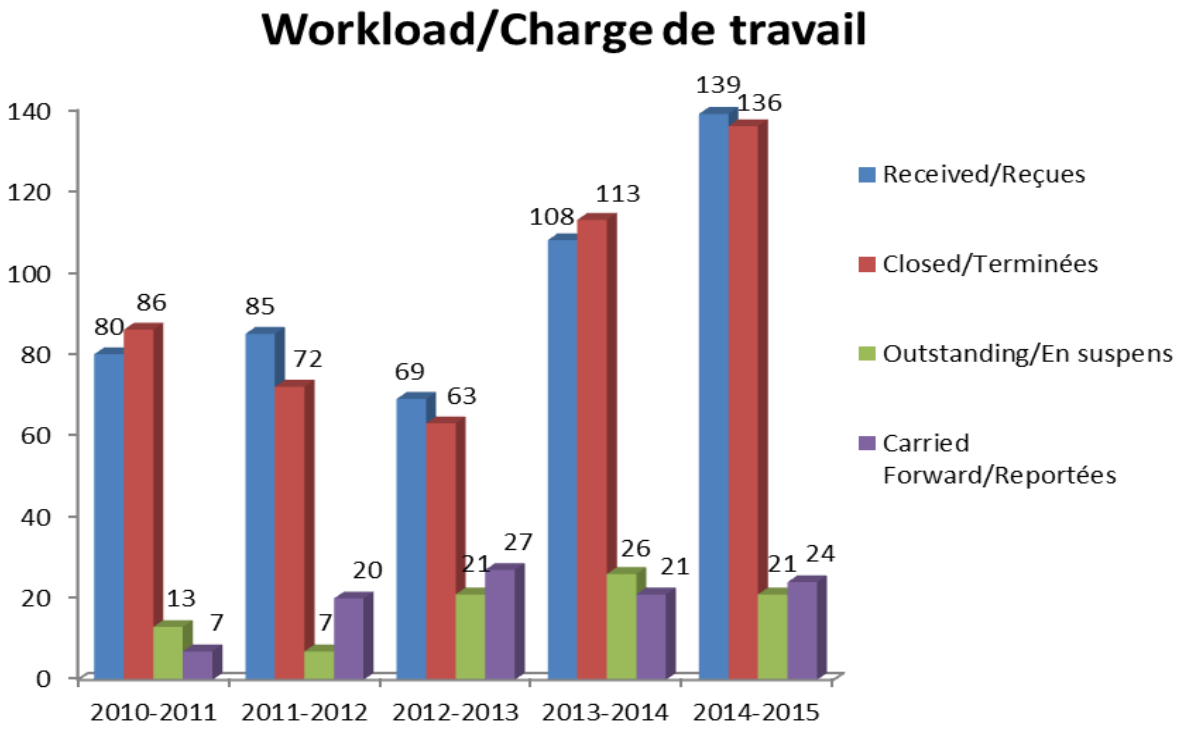
En 2014-2015, la CCSN a reçu 139 demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information,* ce qui représente une augmentation de 31 demandes par rapport au nombre de demandes reçues pendant la période visée précédente.

La CCSN a également traité 24 demandes informelles au cours de la période visée. Trois d'entre elles avaient été soumises par la CCSN, qui voulait examiner les documents avant de les publier de manière informelle sur le site Web externe ou par d'autres moyens. Au total, 15 demandes informelles concernaient des documents publiés précédemment en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, dans la section sur la divulgation proactive du site Web de la CCSN. Les six autres demandes concernaient des dossiers demandés en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*. Cependant, comme ces dossiers relevaient déjà du domaine public, ils ont tout simplement été fournis aux demandeurs.

Pour ce qui est des demandes traitées pendant la période visée, la CCSN a traité 54 137 pages au total et a divulgué 15 498 pages aux demandeurs. Cela représente une diminution de 15 % du nombre de pages traitées en 2013-14.

Other federal government agencies and departments also consulted the CNSC on 37 occasions, where the records under their control related to CNSC activities. The CNSC processed 514 pages for these consultations.

La CCSN a été consultée à 37 reprises par d'autres ministères et organismes fédéraux responsables de dossiers liés aux activités de la CCSN. La CCSN a examiné 514 pages dans le cadre de ces consultations.

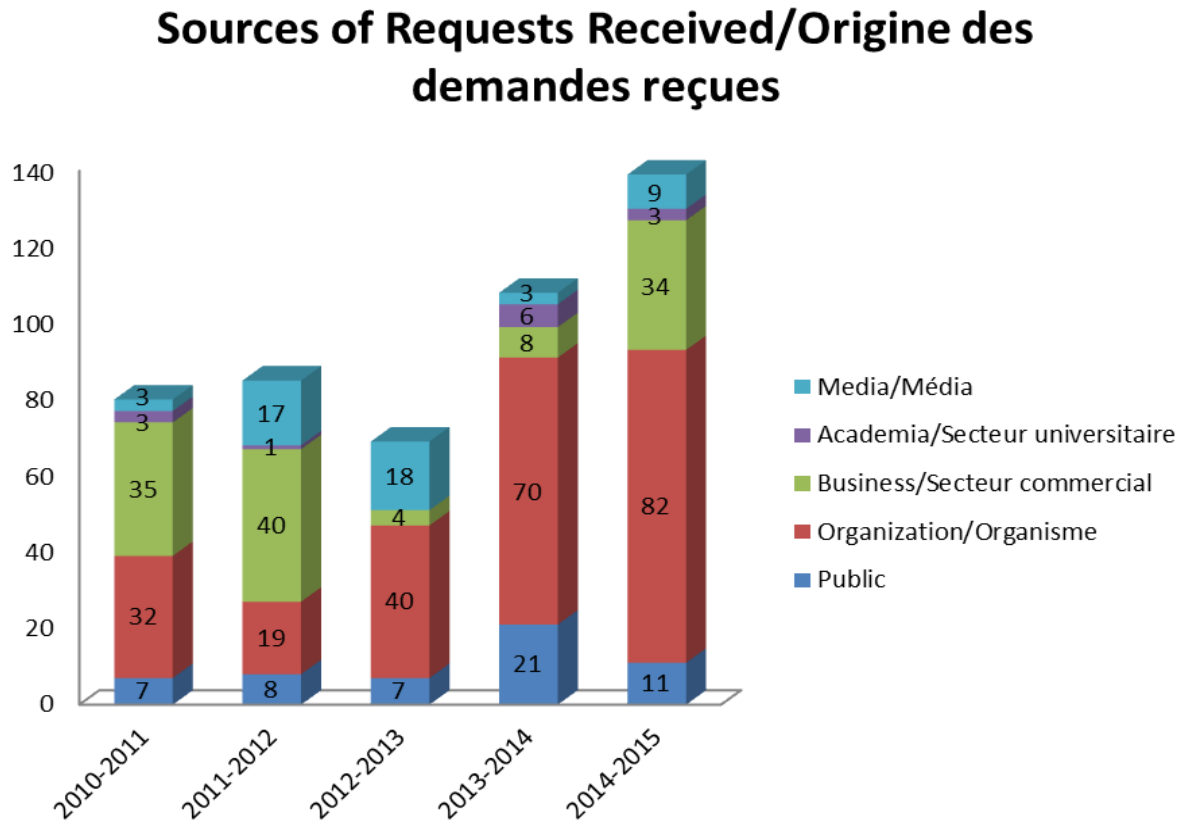


II. Source of requests

The CNSC continues to observe an increase in the number of requests received from organizations. The most frequent types of requesters in 2014–15 were organizations (59%), followed by business (24.5%), the public (8%), media (6.5%) and academia (2%).

II. Origine des demandes

Les organismes continuent à présenter de plus en plus de demandes à la CCSN. En 2014-2015, les demandes provenaient le plus fréquemment d'organismes (59 %), suivis des entreprises (24.5 %), puis des membres du public (8 %), des médias (6.5 %), et du milieu universitaire (2 %).

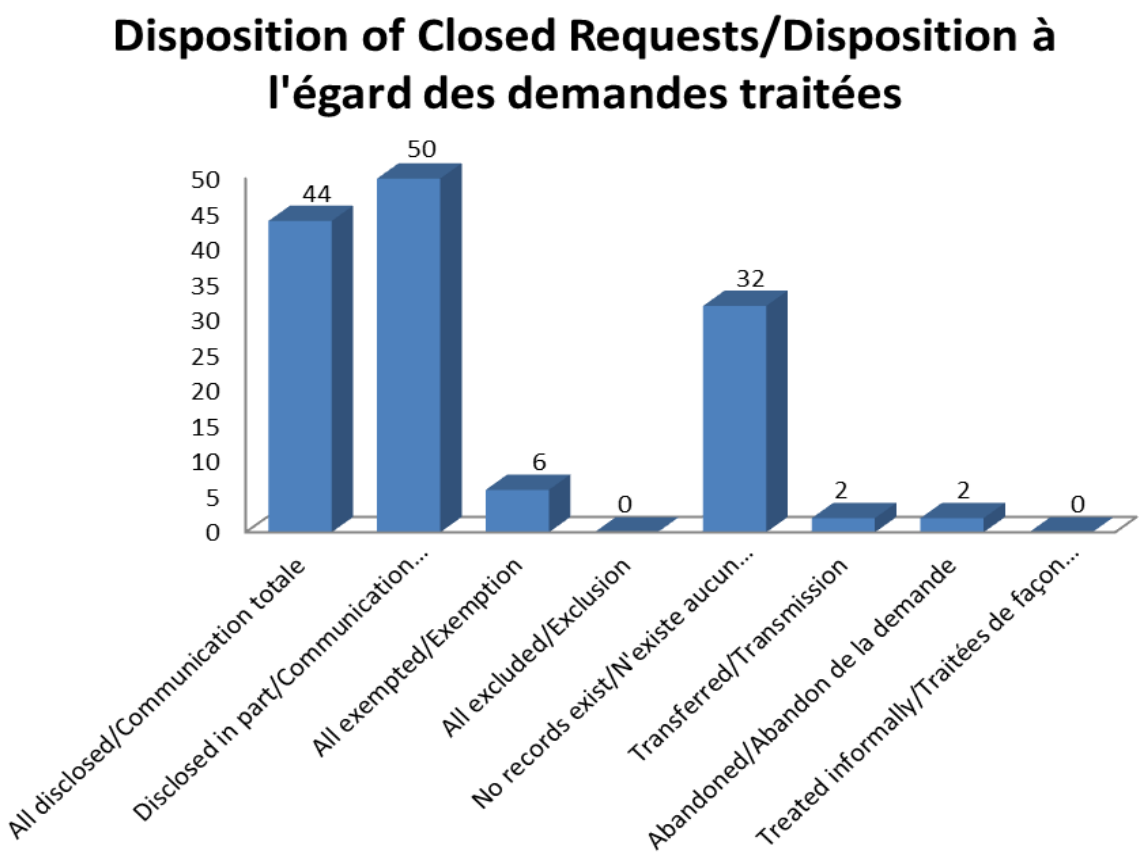


III. Disposition of closed requests

In 2014–15, the CNSC closed 136 requests. This represents a considerable increase over the 113 requests closed in 2013–14. Of the 136 requests closed during the reporting period, records for 44 of these requests were disclosed fully, while records for 50 requests were disclosed in part. Only 6 requests saw relevant records exempt in their entirety. The remaining 36 requests were either abandoned by the applicant, transferred to another government institution, or had no records associated with them.

III. Mesures prises à l'égard des demandes traitées

En 2014-2015, la CCSN a traité 136 demandes. Il s'agit d'une augmentation considérable par rapport aux 113 demandes traitées en 2013-2014. Les documents pour 44 des 136 demandes ont été entièrement divulgués, tandis que les documents pour 50 de ces 136 demandes ont été divulgués en partie. Seules 6 demandes ont fait l'objet d'une exemption complète de divulgation. Les 36 autres demandes ont été soit abandonnées par le demandeur, soit transférées à une autre institution gouvernementale, ou bien elles n'étaient reliées à aucun dossier.



IV. Exemptions or exclusions invoked

Most of the exemptions invoked by the CNSC in 2014–15 fell under three AIA sections: section 19(1), which protects personal information; paragraphs 20(1)(*a*)(*b*)(*c*)(*d*), which protect confidential information supplied by a third party; and paragraphs 21(1)(*a*)(*b*)(*c*)(*d*), which protect advice, recommendations and the deliberation process of public servants.

IV. Exemptions ou exclusions invoquées

La plupart des exemptions invoquées par la CCSN en 2014-2015 visaient trois dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information* : le paragraphe 19(1), qui protège les renseignements personnels; les alinéas 20(1)a), b), c) et d), qui protègent les renseignements confidentiels de tiers et les alinéas 21(1)a), b), c) et d), qui protègent les avis, les recommandations et le processus de délibération des fonctionnaires.

V. Completion time

Of 136 closed requests for this reporting period, the CNSC responded to 26 (19%) in 15 days or less, to 54 (40%) in 16 to 30 days and to 34 (25%) in 31 to 60 days. The

V. Durée de traitement

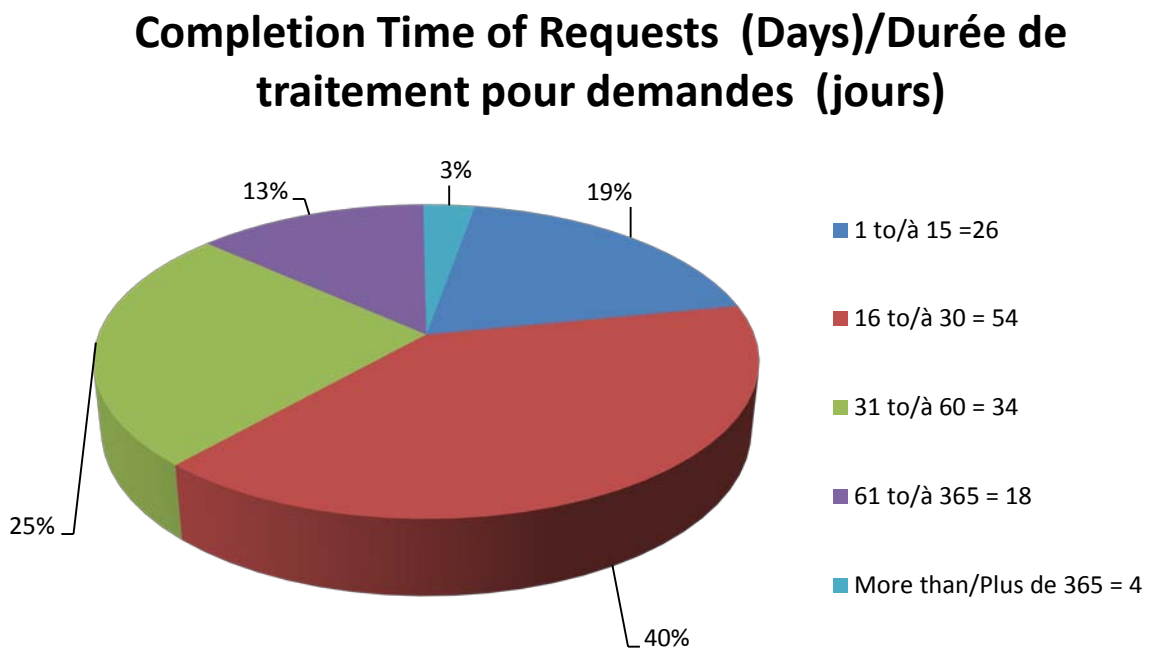
Sur les 136 demandes traitées, la CCSN a répondu à 26 demandes (19 %) dans un délai de 15 jours ou moins, à 54 demandes (40 %) dans un délai de 16 à 30 jours,

remaining 18 (13%) requests were closed in 61 to 365 days. A total of 4 requests required more than 365 days to complete.

In September 2014, the CNSC Access to Information and Privacy (ATIP) Office began monitoring directorate-level response times for providing records and recommendations. Senior management will be given periodic reports.

et à 34 demandes (25 %) dans un délai de 31 à 60 jours. Les 18 autres demandes (13 %) ont été traitées dans un délai de 61 à 365 jours. Quatre demandes ont nécessité plus de 365 jours de traitement.

En septembre 2014, le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) de la CCSN a commencé à surveiller les temps de réponse pour la recherche de document et des recommandations au niveau des directions générales. On fournira à la haute direction des rapports périodiques.



VI. Extensions

Section 9 of the AIA permits an extension of statutory time limits under certain circumstances. In 2014–15, the CNSC invoked extensions on 35 occasions. In 15 of these cases, an extension was required to conduct third-party notifications. In 10 of these cases, an extension was required for consultation with other federal agencies and departments. Because the increasing

VI. Prorogation

L'article 9 de la *Loi sur l'accès à l'information* permet de proroger un délai prévu par la Loi dans certaines circonstances. En 2014-2015, la CCSN a demandé une prorogation du délai à 35 occasions. Dans 15 cas, une prorogation était nécessaire pour donner un avis aux tiers. Dans 10 cas, le délai a été prorogé pour consulter d'autres ministères et

volume of records processed at the CNSC, a further 10 extensions were invoked (due to searches through large volumes of records, where meeting the original timelines would have interfered with CNSC operations). Most of the extensions were from 31 to 120 days.

organismes fédéraux. En raison de la hausse du volume de documents traités à la CCSN, 10 autres délais ont été prorogés (pour effectuer des recherches dans d'énormes quantités de documents, recherches pour lesquelles le respect du délai original aurait entravé le fonctionnement de la CCSN). Dans la plupart des cas, le délai a été repoussé de 31 à 120 jours.

VII. Costs

During 2014–15, the CNSC ATIP Office incurred $264,303 in salary costs, and $166,323 in goods and services costs to administer the ATI.

See annex A for further statistical information.

VII. Coûts

Au cours de 2014-2015, le Bureau de l'AIPRP de la CCSN a engagé des coûts de 264 303 $ en salaires et de 166 323 $ en biens et services pour appliquer la *Loi sur l'accès à l'information*.

Consultez l'annexe A pour obtenir plus de renseignements statistiques.

2. Practices and procedures

At the CNSC, administration of the AIA is the responsibility of the Information Management Division (IMD), within the Information Management and Technology Directorate.

Access to information requests are received by the Records Office and forwarded to the ATIP Office, IMD. ATIP Office staff process requests in consultation with appropriate CNSC directorates and with external parties, where necessary.

The CNSC has two full-time employees, two part-time employees and one consultant dedicated to access-to-information activities.

2. Pratiques et procédures

À la CCSN, l'application de la *Loi sur l'accès à l'information* est la responsabilité de la Division de la gestion de l'information (DGI), qui relève de la Direction de la gestion et de la technologie de l'information.

Le Bureau des documents reçoit les demandes relatives à l'accès à l'information et les transmet au Bureau de l'AIPRP de la DGI, qui traite les demandes en collaboration avec les directions appropriées de la CCSN et avec des parties externes au besoin.

La CCSN dispose de deux employés à temps plein, de deux employés à temps partiel et d'un consultant pour traiter les questions relatives à l'accès à l'information.

CNSC employees are provided with training and guidance on a regular basis, which aims to assist them in fulfilling their duties under the AIA. During 2014–15, the CNSC continued to concentrate on providing formal information management, AIA, *Privacy Act*, and information security training to CNSC employees. This training was provided over eight sessions to 139 managers and employees during the noted reporting period, and concentrated on informing managers and employees of their responsibilities under the noted areas. IMD offers an integrated training approach, emphasizing the connections between sound information management and an effective ATIP program. The ATIP Office also provides advice and support on an "as-required" basis.

Les employés de la CCSN reçoivent régulièrement de la formation et des séances d'orientation pour les aider à répondre à leurs obligations aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information*. En 2014-2015, la CCSN a poursuivi ses efforts en vue de fournir aux gestionnaires et employés de la CCSN une formation structurée sur la gestion de l'information, sur la *Loi sur l'accès à l'information*, sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, sur la sécurité de l'information et sur leurs responsabilités connexes. Cette formation a été fournie en huit séances à 139 gestionnaires et employés au cours de la période visée. La DGI offre une formation intégrée qui met l'accent sur les liens entre les bonnes pratiques de gestion de l'information et un programme d'AIPRP efficace. Le Bureau de l'AIPRP fournit aussi des conseils et du soutien, au besoin.

Documentation and training materials on the CNSC ATIP program are available through the corporate intranet, along with links to other materials, such as the acts and Treasury Board Secretariat policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools. The CNSC did not implement any new policies, guidelines or procedures during the reporting period.

On trouve sur le site intranet de la CCSN de la documentation et du matériel de formation sur son programme d'AIPRP. On y trouve également des liens vers d'autres documents, tels que des lois, les politiques et les directives du Secrétariat du Conseil du Trésor, ainsi qu'un éventail d'outils de gestion de l'information et d'orientation. La CCSN n'a mis en application aucune politique ou directive, nouvelle ou révisée durant la période couverte visée.

As an organization that values openness and transparency, the CNSC strives to ensure that information is made publicly available without recourse to the AIA. Exceptions to public access to information are limited and specific, as required by the legislation.

En tant qu'organisation qui valorise l'ouverture et la transparence, la CCSN fait de son mieux pour rendre l'information accessible au public sans qu'il ne doive recourir à la *Loi sur l'accès à l'information.* Les exceptions sont limitées et précises, tel qu'exigé par la Loi.

The CNSC frequently makes copies of the following available to members of the public, for their examination:

- current licences and approvals
- revocation or suspension notices
- reports concerning occurrences
- applications for approval of licences
- information on hazards to individuals, the public or the environment
- orders for corrective measures to be taken, as a result of significant occurrences
- notices of intent to establish nuclear facilities
- Commission hearing minutes and supporting documentation
- requests for temporary help
- proactive disclosure of senior management travel and hospitality expenses
- proactive disclosure of contract information
- Auditor General of Canada reports (pertaining to the CNSC)
- internal audits

La CCSN donne fréquemment au public accès à des copies des documents suivants, pour examen :

- les permis actuels et les approbations
- les avis de révocation ou de suspension
- les rapports concernant les événements
- les demandes d'approbation de permis
- des renseignements sur les dangers pour les personnes, le public ou l'environnement
- les ordres visant des mesures correctives à prendre à la suite d'événements importants
- les avis d'intention de construire des installations nucléaires
- les procès-verbaux des audiences de la Commission et la documentation qui s'y rattache
- les demandes d'aide temporaire
- la divulgation proactive des dépenses de voyage et d'accueil de la haute direction
- la divulgation proactive des renseignements sur les contrats
- les rapports du vérificateur général du Canada (relatifs à la CCSN)
- les vérifications internes

The CNSC also posts, via the open government portal, summaries of completed access to information requests processed by the ATIP Office.

La CCSN affiche sur son site Web externe des résumés des demandes d'accès à l'information traitées par le Bureau de l'AIPRP.

3. Delegation of authority

The Governor in Council has designated the CNSC President with the authority to exercise the powers, duties and functions of

3. Délégation de pouvoirs

Le gouverneur général en conseil a délégué au président de la CCSN l'autorité d'exercer les pouvoirs, les responsabilités

the AIA. The CNSC President has designated the Vice-President of the Corporate Services Branch, the Director General of the Information Management and Technology Directorate, the Director of the Information Management Division, and the Senior ATIP Advisor to exercise the powers, duties and functions of the head of the CNSC, with respect to the AIA.

et les fonctions de la *Loi sur l'accès à l'information*. Le président a ensuite délégué au vice-président de la Direction générale des services de gestion, au directeur général de la Direction de la gestion et de la technologie de l'information, au directeur de la Division de la gestion de l'information et au conseiller principal de l'AIPRP l'autorité d'exercer ses pouvoirs, ses responsabilités et ses fonctions à l'égard de la *Loi sur l'accès à l'information*.

See annex B for a copy of the instrument of delegation.

L'instrument de délégation se trouve à l'annexe B.

4. Complaints and appeals to the Federal Court

4. Plaintes et appels devant la Cour fédérale

During 2014–15, one new complaint about the exemptions applied to a request was registered with the Office of the Information Commissioner (OIC).

En 2014-2015, une nouvelle plainte a été déposée au Commissariat à l'information du Canada concernant des exemptions obtenues pour une demande.

Two complaint investigations were carried over from previous fiscal years were discontinued during the reporting period.

Deux enquêtes sur des plaintes qui avaient été reportées des exercices financiers précédents ont été interrompues durant la période de production de rapport.

As always, the CNSC will continue to work closely with the OIC to resolve the remaining ongoing complaint in a timely and efficient manner.

Comme toujours, la CCSN continuera à travailler de près avec le Commissariat à l'information afin de résoudre rapidement et efficacement la plainte en suspens.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2014–15.

Aucun appel n'a été logé à la Cour fédérale du Canada en 2014-2015.

Annex A

Statistical information (English)

Annexe A

Renseignements statistiques (anglais)

Government of Canada / Gouvernement du Canada

Statistical Report on the *Access to Information Act*

Name of institution: Canadian Nuclear Safety Commission

Reporting period: 2014-04-01 to 2015-03-31

Part 1: Requests Under the *Access to Information Act*

1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	139
Outstanding from previous reporting period	21
Total	160
Closed during reporting period	136
Carried over to next reporting period	24

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	9
Academia	3
Business (private sector)	34
Organization	82
Public	11
Decline to Identify	0
Total	139

1.3 Informal requests

Completion Time							
1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	Total
0	0	0	0	0	0	0	0

Note: All requests previously recorded as “treated informally” will now be accounted for in this section only.

Part 2: Requests Closed During the Reporting Period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	Total
All disclosed	10	16	15	2	0	1	0	44
Disclosed in part	2	18	13	6	3	5	3	50
All exempted	0	3	3	0	0	0	0	6
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	12	16	3	1	0	0	0	32
Request transferred	2	0	0	0	0	0	0	2
Request abandoned	0	1	0	0	0	0	1	2
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	26	54	34	9	3	6	4	136

2.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	3	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	4	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	8	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	1	16(2)(c)	2	18(d)	0	21(1)(a)	23
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	21
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	8
14(a)	1	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	2
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	20	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	4	16.2(1)	0	20(1)(a)	1	23	5
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	20	24(1)	1
15(1) - S.A.*	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b.1)	0	26	1
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(c)	8		
16(1)(a)(ii)	0	16.5	0	20(1)(d)	1		
16(1)(a)(iii)	0	17	2				
16(1)(b)	0						
16(1)(c)	1						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

2.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other Formats
All disclosed	36	8	0
Disclosed in part	26	24	0
Total	62	32	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of Requests	Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
All disclosed	6431	2837	44
Disclosed in part	46829	12661	50
All exempted	411	0	6
All excluded	0	0	0
Request abandoned	466	0	2
Neither confirmed nor denied	0	0	0

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
Disposition	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	39	1347	3	347	0	0	2	1143	0	0
Disclosed in part	18	425	13	2272	6	1230	12	7364	1	1370
All exempted	5	0	1	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	63	1772	18	2619	6	1230	14	8507	1	1370

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Assessment of Fees	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	14	1	1	8	24
Disclosed in part	17	0	1	9	27
All exempted	2	0	0	0	2
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	1	0	0	1
Neither confirmed nor	0	0	0	0	0
Total	33	2	2	17	54

2.6 Deemed refusals

2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of Requests Closed Past the Statutory Deadline	Principal Reason			
	Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
26	16	3	3	4

2.6.2 Number of days past deadline

Number of Days Past Deadline	Number of Requests Past Deadline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Deadline Where An Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	8	1	9
16 to 30 days	3	1	4
31 to 60 days	1	0	1
61 to 120 days	2	3	5
121 to 180 days	2	0	2
181 to 365 days	2	1	3
More than 365 days	2	0	2
Total	20	6	26

2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Part 3: Extensions

3.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	1	0	6	3
Disclosed in part	3	0	2	8
All exempted	5	0	2	4
All excluded	0	0	0	0
No records exist	1	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Total	10	0	10	15

3.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	2	0	3	3
31 to 60 days	3	0	5	8
61 to 120 days	5	0	2	4
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	10	0	10	15

Part 4: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount
Application	134	$670	5	$25
Search	1	$100	4	$1,083
Production	0	$0	0	$0
Programming	0	$0	0	$0
Preparation	0	$0	0	$0
Alternative format	0	$0	0	$0
Reproduction	0	$0	0	$0
Total	135	$770	9	$1,108

Part 5: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

5.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during reporting period	37	514	35	3544
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	37	514	35	3544
Closed during the reporting period	36	390	35	3544
Pending at the end of the reporting period	1	124	0	0

5.2 Recommendations and completion time for consultations received from other Government of Canada institutions

	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							
Recommendation	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	Total
Disclose entirely	22	8	1	0	0	0	0	31
Disclose in part	4	0	0	0	0	0	0	4
Exempt entirely	0	1	0	0	0	0	0	1
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	26	9	1	0	0	0	0	36

5.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							
Recommendation	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	Total
Disclose entirely	16	9	4	0	0	0	0	29
Disclose in part	0	5	0	1	0	0	0	6
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	16	14	4	1	0	0	0	35

Part 6: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

6.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101–500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Part 7: Complaints and Investigations

Section 32	Section 35	Section 37	Total
1	0	0	1

Part 8: Court Action

Section 41	Section 42	Section 44	Total
0	0	0	0

Part 9: Resources Related to the *Access to Information Act*

9.1 Costs

Expenditures		Amount
Salaries		$264,303
Overtime		$0
Goods and Services		$166,323
• Professional services contracts	$161,656	
• Other	$4,667	
Total		**$430,626**

9.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	2.99
Part-time and casual employees	0.00
Regional staff	0.00
Consultants and agency personnel	0.65
Students	0.00
Total	3.64

Note: Enter values to two decimal places.

Annex B

Statistical information (French)

Annexe B

Renseignements statistiques (français)

Gouvernement du Canada | Government of Canada

Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: Commission canadienne de sûreté nucléaire

Période d'établissement de rapport : 2014-04-01 au 2015-03-31

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	139
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	21
Total	160
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	136
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	24

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	9
Secteur universitaire	3
Secteur commercial (secteur privé)	34
Organisation	82
Public	11
Refus de s'identifier	0
Total	139

1.3 Demandes informelles

Délai de traitement							
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
0	0	0	0	0	0	0	0

Remarque : Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Communication totale	10	16	15	2	0	1	0	44
Communication partielle	2	18	13	6	3	5	3	50
Exception totale	0	3	3	0	0	0	0	6
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	12	16	3	1	0	0	0	32
Demande transmise	2	0	0	0	0	0	0	2
Demande abandonnée	0	1	0	0	0	0	1	2
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	26	54	34	9	3	6	4	136

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1) *a)*	3	16(2)	0	18 *a)*	0	20.1	0
13(1) *b)*	4	16(2) *a)*	0	18 *b)*	0	20.2	0
13(1) *c)*	8	16(2) *b)*	0	18 *c)*	0	20.4	0
13(1) *d)*	1	16(2) *c)*	2	18 *d)*	0	21(1) *a)*	23
13(1) *e)*	0	16(3)	0	18.1(1) *a)*	0	21(1) *b)*	21
14	0	16.1(1) *a)*	0	18.1(1) *b)*	0	21(1) *c)*	8
14 *a)*	1	16.1(1) *b)*	0	18.1(1) *c)*	0	21(1) *d)*	2
14 *b)*	0	16.1(1) *c)*	0	18.1(1) *d)*	0	22	0
15(1)	0	16.1(1) *d)*	0	19(1)	20	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	4	16.2(1)	0	20(1) *a)*	1	23	5
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1) *b)*	20	24(1)	1
15(1) - A.S.*	0	16.4(1) *a)*	0	20(1) *b.1)*	0	26	1
16(1) *a)* (i)	0	16.4(1) *b)*	0	20(1) *c)*	8		
16(1) *a)* (ii)	0	16.5	0	20(1) *d)*	1		
16(1) *a)* (iii)	0	17	2				
16(1) *b)*	0						
16(1) *c)*	1						
16(1) *d)*	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68 *a)*	0	69(1)	0	69(1) *g)* re *a)*	0
68 *b)*	0	69(1) *a)*	0	69(1) *g)* re *b)*	0
68 *c)*	0	69(1) *b)*	0	69(1) *g)* re *c)*	0
68.1	0	69(1) *c)*	0	69(1) *g)* re *d)*	0
68.2 *a)*	0	69(1) *d)*	0	69(1) *g)* re *e)*	0
68.2 *b)*	0	69(1) *e)*	0	69(1) *g)* re *f)*	0
		69(1) *f)*	0	69.1(1)	0

2.4 Support des documents communiqués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	36	8	0
Communication partielle	26	24	0
Total	62	32	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
Communication totale	6431	2837	44
Communication partielle	46829	12661	50
Exception totale	411	0	6
Exclusion totale	0	0	0
Demande abandonnée	466	0	2
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0

2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
Disposition	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	39	1347	3	347	0	0	2	1143	0	0
Communication partielle	18	425	13	2272	6	1230	12	7364	1	1370
Exception totale	5	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	63	1772	18	2619	6	1230	14	8507	1	1370

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	14	1	1	8	24
Communication partielle	17	0	1	9	27
Exception totale	2	0	0	0	2
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	1	0	0	1
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	33	2	2	17	54

2.6 Présomptions de refus

2.6.1 Motifs du non respect du délai statutaire

Nombre de demandes fermées après le délai statutaire	Motif principal			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
26	16	3	3	4

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours de retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	8	1	9
16 à 30 jours	3	1	4
31 à 60 jours	1	0	1
61 à 120 jours	2	3	5
121 à 180 jours	2	0	2
181 à 365 jours	2	1	3
Plus de 365 jours	2	0	2
Total	20	6	26

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

PARTIE 3 - Prorogations

3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)*a)* Entrave au fonctionnement	9(1)*b)* Consultation		9(1)*c)* Avis à un tiers
		Article 69	**Autres**	
Communication totale	1	0	6	3
Communication partielle	3	0	2	8
Exception totale	5	0	2	4
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	1	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	10	0	10	15

3.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)*a)* Entrave au fonctionnement	9(1)*b)* Consultation		9(1)*c)* Avis à un tiers
		Article 69	**Autres**	
30 jours ou moins	2	0	3	3
31 à 60 jours	3	0	5	8
61 à 120 jours	5	0	2	4
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	10	0	10	15

PARTIE 4 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	**Montant**	**Nombre de demandes**	**Montant**
Présentation	134	$670	5	$25
Recherche	1	$100	4	$1,083
Production	0	$0	0	$0
Programmation	0	$0	0	$0
Préparation	0	$0	0	$0
Support de substitution	0	$0	0	$0
Reproduction	0	$0	0	$0
Total	135	$770	9	$1,108

PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	37	514	35	3544
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	37	514	35	3544
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	36	390	35	3544
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	1	124	0	0

5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Communiquer en entier	22	8	1	0	0	0	0	31
Communiquer en partie	4	0	0	0	0	0	0	4
Exempter en entier	0	1	0	0	0	0	0	1
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	26	9	1	0	0	0	0	36

5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Communiquer en entier	16	9	4	0	0	0	0	29
Communiquer en partie	0	5	0	1	0	0	0	6
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	16	14	4	1	0	0	0	35

PARTIE 6 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

6.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 7 - Plaintes et enquêtes

Article 32	Article 35	Article 37	Total
1	0	0	1

PARTIE 8 - Recours judiciaire

Article 41	Article 42	Article 44	Total
0	0	0	0

PARTIE 9 - Ressources liées à la *Loi sur l'accès à l'information*

9.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		$264,303
Heures supplémentaires		$0
Biens et services		$166,323
• Contrats de services professionnels	$161,656	
• Autres	$4,667	
Total		**$430,626**

9.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	2.99
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00
Employés régionaux	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.65
Étudiants	0.00
Total	3.64

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.

Annex C

Delegation order

Annexe C

Ordonnance de délégation de pouvoirs

Access to Information Act and *Privacy Act* Delegation Order

Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

The President of the Canadian Nuclear Safety Commission, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and functions of the President as the head of a government institution, under the section of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the attached designation.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire les postes mentionnés, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule le document ci-joint.

Schedule/Annexe

Position/Poste	Privacy Act and Regulations/Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements	Access to Information Act and Regulations/Loi sur l'accès à l'information et règlements
Vice-President, Corporate Services Branch/Vice-président, Direction générale des services de gestion	Full authority/Autorité absolue	Full authority/Autorité absolue
Director General, Information Management and Technology Directorate/Directeur général, Direction de la gestion et de la technologie de l'information	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue
Director, Information Management Division/Directeur, Division de la Gestion de l'information	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue
Senior ATIP Advisor/Conseiller principal de l'AIPRP	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue

Le président
Commission canadienne de sûreté nucléaire

Michael Binder
President
Canadian Nuclear Safety Commission

SEP 1 3 2012

Edocs # 4003157